



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 18 – 19 mai 2023

📌 Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement abandonne l'objectif d'abroger la plupart des lois héritées de l'UE d'ici la fin 2023

Climat & Energie

- Le gouvernement lance une consultation sur les compensations offertes aux riverains d'un parc éolien terrestre
- La *North Sea Transition Authority* a tenu sa réunion annuelle avec les 22 principaux producteurs d'hydrocarbures
- Le Premier ministre écossais Humza Yousaf fait son premier discours sur la transition énergétique de l'Ecosse

Environnement

- L'autorité de régulation de la publicité va encadrer plus strictement les allégations environnementales
- Le ministère en charge de l'environnement va étendre les objectifs de réduction des rejets d'eaux usées aux zones côtières et aux estuaires

Industrie

- *Make UK* exhorte le gouvernement à se doter d'une stratégie industrielle
- Le directeur général de *Jaguar Land Rover* confirme qu'il maintiendra une production au R-U
- Le maire de Londres annonce avoir dépassé les objectifs de construction de logements abordables

Transports

- L'absence de soutien public suffisant ralentit le déploiement des véhicules électriques selon *Logistics UK*
- Le gouvernement va reprendre la franchise de l'opérateur *TransPennine Express*

- Des véhicules semi-remorques plus longs pourront désormais circuler sur les routes de Grande-Bretagne
- Le métro londonien essuie des critiques au sujet de la sécurité et de la pollution sonore
- L'*Office of Rail and Road* (ORR) alerte sur les risques de sécurité dans le réseau ferroviaire britannique

Fait marquant

Le gouvernement britannique abandonne l'objectif d'abroger la plupart des lois héritées de l'UE d'ici la fin 2023

Le gouvernement a amendé le projet *Retained EU Law* qui disposait d'une « *sunset clause* » permettant de révoquer la plupart des textes issus du droit de l'UE d'ici la fin de l'année 2023 (sauf exception explicite sur certains textes qui auraient pu être prolongés jusqu'à 2026). Dans sa nouvelle version, le gouvernement propose d'inverser la méthode en abrogeant les lois explicitement identifiées (environ 600 selon le gouvernement au lieu des 4 800 lois recensées). Selon le gouvernement, cette nouvelle version du projet apporte davantage de clarté et de sécurité juridique aux entreprises britanniques. Selon la ministre de l'économie et du commerce, Kemi Badenoch, le gouvernement aurait déjà réformé ou abrogé plus de 1 000 textes issus de l'UE ; le projet de loi sur les services et marchés financiers et celui sur les marchés publics permettront d'abroger environ 500 textes européens supplémentaires. Malgré cette évolution de la position du gouvernement, présentée comme un gage d'apaisement adressé au Parlement, la Chambre des Lords a voté lundi 15 mai plusieurs amendements au projet de loi contre l'avis du gouvernement. Le premier de ces amendements vise à redonner au Parlement le contrôle sur le processus législatif en soumettant à l'examen préalable d'une commission conjointe des deux chambres parlementaires tout projet d'abrogation de norme. Dans la même perspective, les Lords ont supprimé le pouvoir donné aux ministres d'abroger des normes par la voie de la législation secondaire. Les Lords ont également donné aux parlements des Nations dévolues le pouvoir de décision finale quant à l'application d'un projet d'abrogation sur leur ressort territorial. Enfin, les Lords ont introduit une clause de non-régression environnementale.

Le chiffre de la semaine

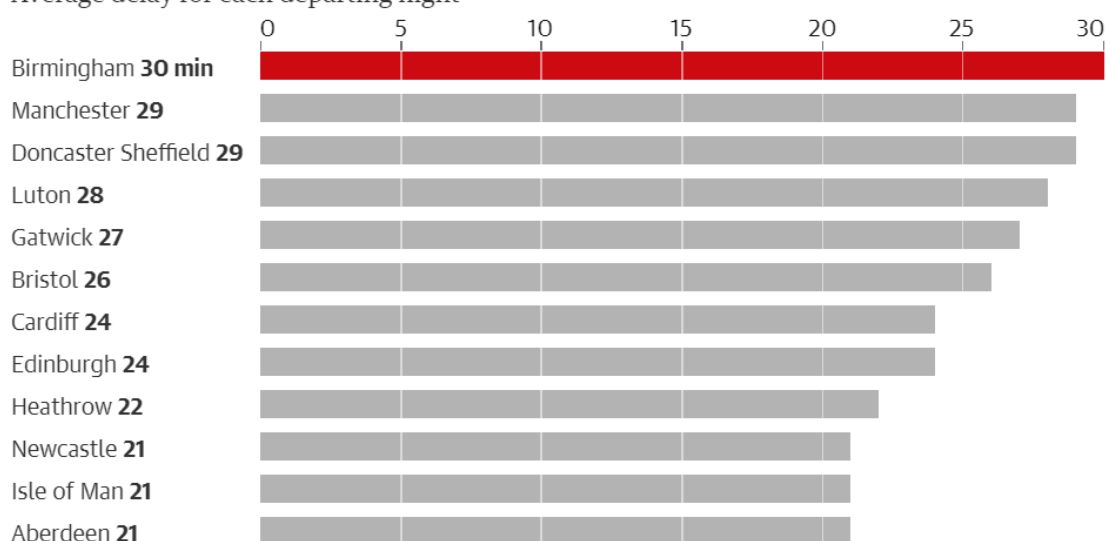
32,5 %

C'est la part de l'éolien (terrestre et en mer) dans le mix électrique du Royaume-Uni au premier trimestre de l'année 2023, selon l'étude commandée par l'énergéticien [Drax](#) à l'*Imperial College*. C'est la première fois que l'éolien passe devant le gaz, qui a représenté 31,7 % du mix. L'éolien a généré 24 TWh sur les trois premiers mois de l'année, soit 3 % de plus qu'au premier trimestre 2022, principalement grâce à la mise en service de plusieurs nouveaux parcs éoliens qui a plus que compensé les conditions de vent défavorables.

Le graphique de la semaine

Flights from Birmingham averaged 30-minute delay in 2022

Average delay for each departing flight



Guardian graphic | Source: PA analysis of CAA data. Note: 12 of 26 airports shown

Le retard des vols au départ des aéroports britanniques était de 22 minutes en moyenne en 2022 selon les données de l'Autorité de l'aviation civile (CAA). L'aéroport de [Birmingham](#) est celui qui enregistre la pire performance avec 30 minutes de retard en moyenne. Ces retards ont été plus importants dans l'ensemble des aéroports en mai et juin. Ces derniers ne parvenaient en effet pas à recruter suffisamment de personnels au sol pour faire face à la hausse de la demande passagers induite par la fin, au R-U et en Europe, des restrictions sanitaires limitant les déplacements internationaux.

Climat & Energie

Flash – D'après [National Grid ESO](#), plus d'1,6 million de ménages et d'entreprises ont participé au nouveau mécanisme d'effacement diffus (*Demand Flexibility Service*), permettant de réaliser 3,3 GWh d'économies d'électricité lors des 22 appels du mécanisme tout au long de l'hiver 2022/23.

Flash – Le gouvernement a réuni pour la première fois le 9 mai le [Net Zero Council](#), l'instance chargée de soutenir la transition climatique des industries britanniques. Elle est co-présidée par

le ministre délégué à l'énergie Graham Stuart et la PDG de la chaîne de supermarchés *Coop* Shirine Khoury-Haq.

Flash – Selon le cabinet [Cornwall Insight](#), la baisse des prix de l'énergie et la réduction de la volatilité sur les marchés devraient réduire le *price cap* de l'*Ofgem* à hauteur de 2 060 £ à compter du 1^{er} juillet 2023. Celui-ci devrait rester durablement sous les 3 000 £, ce qui conduirait à l'arrêt *de facto* du financement partiel par le gouvernement des factures des ménages (*Energy Price Guarantee*).

Flash – Le ministère chargé de l'énergie a alloué 91 M£ de subventions aux 7 lauréats de l'appel à projets de réseaux de chaleur renouvelable ([Green Heat Network Fund](#)) qui alimenteront 4 000 foyers.

Flash – L'énergéticien [SSE Renewables](#) va convertir son ancienne centrale à charbon de Ferrybridge, fermée en 2016, en site de stockage d'électricité par batterie d'une capacité de 150 MW d'ici 2024.

Flash – Le propriétaire de l'entreprise pétrochimique *Ineos*, Sir Jim Ratcliffe, [a accusé le gouvernement](#) de taxer l'industrie pétrolière en mer du nord « jusqu'à la mort », entraînant un report des investissements vers les Etats-Unis.

Le gouvernement lance une consultation sur les compensations offertes aux riverains d'un parc éolien terrestre

Le gouvernement a lancé une [consultation](#) afin d'encourager le soutien des communautés locales aux projets d'éolien terrestre. D'une part, il souhaite renforcer les standards de consultation du public en amont du projet. D'autre part, il souhaite élargir les types de compensation dont bénéficient les riverains des projets, notamment en reconnaissant la possibilité aux développeurs de projet d'offrir des remises sur les factures d'énergies. Alors que l'éolien terrestre fait l'objet d'un moratoire *de facto* depuis 2015, le gouvernement cherche aujourd'hui à trouver un équilibre entre relance de la filière pour faire baisser les coûts de l'énergie et respect de l'opinion des populations locales, souvent opposées à l'implantation de nouveaux projets dans leur voisinage. Sans lever explicitement le moratoire, le gouvernement avait déjà annoncé qu'il allait revoir les procédures de planification des projets éoliens par les autorités locales dans le cadre d'une réforme plus large des règles d'aménagement du territoire.

La North Sea Transition Authority a tenu sa réunion annuelle avec les 22 principaux producteurs d'hydrocarbure

Lors de sa [réunion annuelle](#) avec les 22 principaux producteurs d'hydrocarbures en Mer du Nord, la *North Sea Transition Authority*, l'autorité administrative en charge de réguler les secteurs pétrolier et gazier, a fait le point sur les évolutions en cours du secteur. Concernant la production, elle a approuvé 7 projets depuis le début de l'année 2022, capables de produire plus de 100 millions de barils équivalent pétrole, tandis que les opérateurs ont encore 22 projets en cours de développement, qui pourraient représenter une production cumulée de 1,5 milliard de barils. Elle a également félicité les opérateurs pour l'amélioration de leur performance opérationnelle : l'efficacité de la production s'est améliorée de 5 points, passant de 73 % en 2021 à 78 % en 2022,

à deux points toutefois de l'objectif fixé à 80 %. Si la NSTA a félicité les opérateurs pour le recul du torchage routinier (en baisse de 50 % depuis 2018), elle a insisté sur l'existence de marges de progrès encore substantielles pour atteindre l'objectif de réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur d'ici 2030. Elle attend en particulier des efforts supplémentaires en matière d'électrification des plateformes.

Le Premier ministre écossais Humza Yousaf fait son premier discours sur la transition énergétique de l'Ecosse

Invité à ouvrir le salon *All-Energy* dédié à la transition énergétique le 10 mai à Glasgow, le nouveau Premier ministre écossais, [Humza Yousaf](#), a rappelé que la transition énergétique était une de ses priorités, aussi bien pour des raisons économiques qu'écologiques. L'Ecosse a en effet un immense potentiel de production d'énergie éolienne, qu'elle souhaite exporter et utiliser pour produire de l'hydrogène vert. En revanche, il n'a pas confirmé son soutien à l'adoption d'une position de principe du gouvernement écossais contre la mise en production de tout nouveau champ pétrolier, proposition qui figure dans le projet de stratégie énergétique du gouvernement écossais actuellement soumis à consultation. Humza Yousaf a insisté sur la nécessité que cette transition soit juste envers les travailleurs du secteur pétrolier, à la différence de celle qui a touché les mineurs et ouvriers dans l'industrie dans les décennies 1970 et 1980. Le Premier ministre écossais s'est également dit ouvert à travailler en bonne intelligence avec Westminster et le Premier Ministre Rishi Sunak, avec lequel il a déjà eu deux échanges téléphoniques, sur l'extension du réseau de transport d'électricité l'approbation du projet de *cluster* de capture et de stockage de carbone *Acorn* ou encore la stratégie industrielle verte.

Environnement

Flash – Selon le cabinet [BDO LLP](#), 142 opérations de fusion-acquisition ont été recensés dans le secteur de l'économie circulaire en 2022 (pour 122 en 2021), pour un montant total d'investissement de 879 M£ (contre 788 M£ en 2021). 62 % de ces transactions ont été réalisées par des fonds de capital-risque.

Flash – D'après une étude de l'entreprise [Kingfisher](#), 7 régions anglaises risquent de manquer d'eau à l'horizon 2030 et 12 d'ici 2040 du fait du réchauffement climatique et de la croissance de la population.

Flash – Selon une [coalition d'ONG environnementales](#), le Royaume-Uni compte le plus de sites de production d'hydrocarbures dans des zones naturelles protégées : 509 sites de production ont été recensés au Royaume-Uni, principalement dans la zone OSPAR de Mer du Nord, parmi les 2 933 sites implantés dans 835 aires protégées dans le monde.

L'autorité de régulation de la publicité va encadrer plus strictement les allégations environnementales

Selon le [Guardian](#), l'autorité en charge de la régulation de la publicité, l'*Advertising Standards Authority*, s'apprêterait à encadrer plus strictement les allégations environnementales utilisées

dans la publicité, telles que « *carbon neutral* » ou « *nature positive* », qui prétendent être adossées à des crédits de compensation carbone ou de biodiversité. Ces allégations seront interdites à moins que l'entreprise puisse démontrer que les projets de compensation soutenus sont réellement efficaces. Ces mesures font notamment suite aux révélations du *Guardian* sur l'absence d'impact de la quasi-totalité des crédits carbones proposés par *Verra*, le leader mondial du marché. L'*Advertising Standards Authority* avait déjà ordonné en mars 2023 le retrait d'une campagne de la compagnie aérienne *Lufthansa*, perçue comme une initiative d'éco-blanchiment.

Le ministère en charge de l'environnement va étendre les objectifs de réduction des rejets d'eaux usées aux zones côtières et aux estuaires

Après la défaite du parti Conservateur aux élections locales, le [ministère chargé de l'environnement](#) (DEFRA) a annoncé que les objectifs de réduction de rejets d'eaux usées dans les eaux intérieures en cas d'intempéries, définis en août 2022, allaient être étendus aux zones côtières et aux estuaires. La date d'ouverture de la consultation n'a pas encore été communiquée. Le gouvernement avait déjà annoncé le mois dernier vouloir inscrire dans la loi ces objectifs, aujourd'hui non contraignants.

Industrie

Make UK exhorte le gouvernement à se doter d'une stratégie industrielle

Dans un [rapport](#), la fédération professionnelle représentant l'industrie manufacturière rappelle le poids du secteur dans l'économie britannique en 2022 : près de la moitié des exportations britanniques, 9 % du PIB, 8 % des emplois et 15 % des investissements privés. Malgré ces éléments, le R-U serait la seule économie développée à ne pas disposer d'une stratégie industrielle, selon *Make UK*. Pour y remédier, la fédération lance quelques propositions : créer une commission royale transpartisane chargée d'élaborer une stratégie industrielle précisant notamment « *les priorités offensives et défensives pour la signature des futurs accords de commerce* » et des « *réformes institutionnelles* », recréer le Conseil sur la stratégie industrielle visant à évaluer la mise en œuvre de la stratégie et garantir que le *Cabinet Office* soit responsable de la coordination interministérielle et de la mise en œuvre de la stratégie industrielle. *Make UK* alerte par ailleurs sur le fait que, en l'absence d'une stratégie industrielle et des moyens financiers publics pour sa mise en œuvre, le R-U risque de se retrouver « *coincé* » entre l'*Inflation Reduction Act* et les politiques similaires annoncées par l'Union européenne.

Le directeur général de *Jaguar Land Rover* confirme qu'il maintiendra une production au R-U

Cette déclaration intervient alors que des discussions ont lieu entre *JLR*, *Tata* et les gouvernements britannique et espagnol concernant l'ouverture d'une [gigafactory](#) au R-U ou en Espagne. Adrian Mardell, directeur général de *JLR*, a expliqué vendredi que *Tata* pourrait écarter le R-U en cas de « *désavantage en matière de coûts* » par rapport à d'autres pays. Il a cependant affirmé que *JLR* maintiendrait une production au R-U même si le groupe doit importer ses batteries depuis l'UE. Il a également affirmé qu'il était peu probable que les constructeurs européens puissent obtenir suffisamment de batteries produites localement afin de respecter

les nouvelles règles d'origine fixées par l'Accord de commerce et de coopération qui entreront en vigueur en 2024. Ce relatif optimisme contraste avec les affirmations du groupe [Stellantis](#) dans un témoignage écrit soumis à la commission parlementaire des Entreprises qui mène actuellement une [enquête](#) sur la production britannique de batteries pour les véhicules électriques. Dans ce document, *Stellantis* affirme que l'entreprise ne sera pas en mesure de respecter les nouvelles règles de contenu local et appelle à reporter leur mise en œuvre à 2027. En l'absence de négociation sur ce point avec l'UE, le groupe a averti qu'il pourrait être contraint de fermer son usine britannique d'*Ellesmere Port*. Selon le *Guardian*, la direction de *Stellantis* devrait rencontrer cette semaine la ministre du Commerce et des Entreprises Kemi Bardenoch pour évoquer ce sujet.

Le maire de Londres annonce avoir dépassé les objectifs de construction de logements abordables

Dans un discours prononcé lundi devant la *London Assembly*, le maire a annoncé que 120 000 [logements abordables](#) ont été construits depuis 2015 dans la capitale. Cette déclaration fait notamment suite à une question du Président, conservateur, de la *London Assembly*, Andrew Boff. Ce dernier avait demandé au maire de Londres s'il avait atteint l'objectif d'une construction de 116 000 logements neufs fixé en 2016 dans le cadre d'un accord entre le gouvernement et la mairie de Londres, comprenant notamment des financements du gouvernement. Sadiq Khan a toutefois souligné que la hausse continue des loyers risquait de faire de la capitale « *un terrain de jeu pour les riches* » et s'est engagé à poursuivre un programme de construction ambitieux. Le maire souhaiterait également disposer de nouvelles compétences lui permettant de plafonner le montant des loyers, ce que le gouvernement refuse.

Transports

Flash – Le ministre des Transports Mark Harper s'est rendu aux Etats-Unis pour co-présider, avec ses homologues américain et canadien, le Sommet sur l'investissement dans les [SAF \(sustainable aviation fuels, carburants de synthèse\)](#). Cette visite sera également l'occasion de renforcer la collaboration britannico-américaine sur les SAF.

Flash – Les employés de l'[Elizabeth line](#) feront grève le 24 mai, date du premier anniversaire de l'ouverture de la ligne, pour demander des hausses de salaire. Les employés, qui, selon leurs représentants syndicaux, ont un salaire en moyenne inférieur d'un tiers à ceux des autres salariés de *Transport for London* occupant des fonctions similaires, avaient déjà fait grève en janvier.

Flash – Le plafonnement du prix des tickets de [bus](#) en Angleterre pour un aller simple au tarif normal sera maintenu à 2 £ jusqu'au 31 octobre. Il passera ensuite à 2,50 £ jusqu'à fin 2024, ces mesures représentant un coût de 500 M£ pour le gouvernement jusqu'en 2025.

Flash – [National Express](#), l'une des principales compagnies de transports britanniques, s'appellera désormais *Mobico*. Selon son directeur général, ce changement de nom permettra de mieux « *représenter les activités multimodales* » et la « *portée mondiale* » du groupe.

Flash – La compagnie aérienne britannique [Virgin Atlantic](#) prévoit de renouer avec les profits en 2024 plutôt qu'en 2023 comme annoncé initialement. L'entreprise, qui a enregistré une perte avant impôts de 342 M£ en 2022 (après 468 M£ en 2021), explique cette prévision par « une inflation élevée persistante » et une livre sterling « plus faible qu'espérée ».

L'absence de soutien public suffisant ralentit le déploiement des véhicules électriques selon [Logistics UK](#)

La fédération professionnelle, qui représente le secteur de la [logistique](#) et du fret, a publié son rapport annuel sur le déploiement des véhicules électriques dans les entreprises britanniques. Les utilitaires électriques ne représentent encore qu'une part marginale de la flotte britannique (0,9 % en 2022) bien que 62 % des entreprises interrogées par [Logistics UK](#) prévoient de décarboner entièrement leur flotte d'entreprise d'ici 2030. L'absence d'un réseau de bornes de recharge publiques adéquat et d'un soutien financier pour l'achat d'utilitaires électriques, les prix élevés de l'énergie et des délais de livraison de plusieurs mois risquent d'empêcher l'atteinte de l'objectif de décarbonation des flottes d'entreprise d'ici 2030. [Logistics UK](#) appelle donc à développer rapidement le réseau britannique de bornes de recharge et à augmenter le soutien financier aux entreprises, notamment via une prime à la casse.

Le gouvernement va reprendre la franchise de l'opérateur [TransPennine Express](#)

Le ministre des [Transports](#) Mark Harper a annoncé que la franchise serait reprise par l'opérateur en dernier ressort du gouvernement. Le ministre a cependant précisé que cette décision ne réglerait pas immédiatement les problèmes rencontrés par l'opérateur depuis l'année dernière (manque de fiabilité des services, annulations, retards). Il a également affirmé que certaines de ces perturbations s'expliquaient par le refus des conducteurs de trains d'effectuer des heures supplémentaires de manière volontaire sur leur jour de repos. Le mouvement a été accueilli favorablement par les maires du nord de l'Angleterre qui plaident depuis plusieurs mois pour cette décision, justifiée selon eux par l'ampleur de la dégradation du niveau de service. [TPE](#) est la propriété du groupe [First Group](#), principale multinationale britannique du secteur des transports. [First Group](#) est également propriétaire d'[Avanti West Coast](#), autre opérateur exploitant des services entre Londres, le nord de l'Angleterre et l'Ecosse, qui a été très critiqué ces dernières semaines en raison de la dégradation de ses services.

Des véhicules semi-remorques plus longs pourront désormais circuler sur les routes de Grande-Bretagne

Une nouvelle réglementation permettra d'autoriser à compter du 31 mai la circulation des [semi-remorques](#) de 18,55 m de long, soit 2,05 m de plus que la taille standard. Des essais menés sur les routes britanniques depuis 2012 ont permis de déterminer que ces véhicules n'entraînaient pas davantage de collisions que leurs équivalents conventionnels. Selon les estimations du gouvernement, cette mesure permettrait d'éviter 70 000 t d'émissions de carbone grâce à une réduction du nombre de camions sur les routes. Les véhicules devront toutefois continuer de respecter la limite de poids maximal de 44 t. Cette mesure s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à améliorer la situation du secteur du [fret](#) routier. Face à la pénurie de chauffeurs poids lourds particulièrement marquée depuis 2021, après le départ d'environ 15 000 chauffeurs européens, les compagnies de fret ont notamment dû augmenter les salaires

(en moyenne entre + 20 à 30 % par rapport aux salaires pré-pandémiques) et développer la formation de chauffeurs britanniques.

Le métro londonien essuie des critiques au sujet de la sécurité et de la pollution sonore

Les critiques concernant la sécurité dans le métro font suite à deux accidents récents, l'un en avril, ayant conduit à une collision entre un train de la ligne *Metropolitan* et une inspectrice des voies, et le second la semaine dernière, dans la station de [Clapham Junction](#) en raison d'un possible départ de feu dans une rame. Dans son [rapport](#) sur le premier incident, la *Rail Accident Investigation Branch* (RAIB) estime que les instructions de sécurité fournies à l'inspectrice étaient insuffisantes. Le rapport fait également plusieurs recommandations à *Transport for London* (TfL) dont une révision des risques professionnels associés au travail sur les voies pendant les heures de circulation des trains. Le deuxième incident a conduit à un mouvement de foule dans la station de *Clapham Junction*, accident qui, selon les syndicats des transports, aurait été aggravé par un nombre insuffisant de personnel présents en station (seul un agent était présent au moment de l'accident). Plus récemment, le conseil municipal de la capitale (*London Assembly*) a alerté sur le niveau de pollution [sonore](#) dans le métro, qui dépasserait régulièrement les limites recommandées par l'OMS. Les élus ont demandé à TfL de publier des données sur le niveau de pollution sonore dans le métro et de lancer des travaux d'amélioration des voies. TfL a répondu en rappelant que la réduction de la pollution sonore faisait partie de ses priorités et que de tels investissements sont menés depuis plusieurs années.

L'Office of Rail and Road (ORR) alerte sur les risques de sécurité dans le réseau ferroviaire britannique

Le régulateur du réseau routier et ferroviaire a écrit à [Network Rail](#), responsable de la gestion des infrastructures ferroviaires, pour lui demander d'accélérer ses inspections de sécurité des voies et autres ouvrages. Ce courrier fait suite à une mise en garde adressée à l'ORR en 2021 au sujet des retards pris dans ces inspections de sécurité. L'ORR estime que depuis lors, « *malgré quelques exemples de bonnes pratiques, les progrès ont été dans l'ensemble limités et les retards ont augmenté dans certaines régions* ». *Network Rail* s'est engagé à soumettre à l'ORR, d'ici août 2023, un « *plan robuste* » comprenant des étapes claires lui permettant de respecter ses obligations en matière d'inspections de la sécurité des voies et ouvrages ferroviaires. L'ORR publiera un nouveau rapport sur les progrès réalisés d'ici fin avril 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr